

La dérive du marché des médicaments psychotropes

Médicaments . La revue Prescrire, lors de la remise de la pilule d'or hier, organisait un débat sur la surconsommation des psychotropes en France et le rôle joué par les laboratoires.

Le diagnostic est brutal. Pendant cinq ans, la revue médicale indépendante Prescrire a analysé les médicaments psychotropes nouvellement mis sur le marché. Conclusion : aucun progrès thérapeutique n'a été réalisé pour la prise en charge des maladies psychiques. Or la France est le champion du monde de la consommation d'antidépresseurs, neuroleptiques et autres psychostimulants. Une consommation qui coûte très cher à la Sécurité sociale. Hier, à l'occasion de la remise de la pilule d'or 2007, prix qui récompense des médicaments vraiment utiles pour la santé des malades, des psychiatres et des pharmacologues se sont penchés sur « le marché des médicaments psychotropes : la dérive ».

Monique Debauche, psychiatre et membre du Groupe recherche action santé et free clinic à Bruxelles, a rappelé l'immense espoir qu'avait suscité la mise sur le marché de médicaments pour l'amélioration des soins en pathologie mentale dans les années soixante. Les thérapies de choc et l'asile semblaient avoir fait long feu. Mais, quelques décennies plus tard, la prise en charge des malades en psychiatrie s'est détériorée, alors que les psychotropes arrosent largement le marché.

Ceux qui en auraient le plus besoin ne bénéficient pas de médicaments vraiment innovants et les autres sont surmédicalisés, avec des conséquences pas anodines pour leur santé. L'exemple des antidépresseurs est frappant : les laboratoires opèrent un glissement de leurs indications vers des troubles anxieux, le stress post-traumatique et même le traitement de la boulimie. C'est le « façonnage des maladies » (le « disease-mongering » en anglais) « qui vise à élargir la définition d'une maladie traitable, pour augmenter la quantité de traitements vendus ou distribués ».

L'offensive se porte désormais sur les enfants et sur leur fameux syndrome d'hyperactivité, avec déficit de l'attention et, sur les adolescents, dans le traitement de la dépression. Si le phénomène est massif aux États-Unis, on se souviendra en France du rapport de l'INSERM, en 2005, sur la prévention des troubles psychiques des enfants dès trois ans, rapport qui coïncidait avec le projet de loi sur la délinquance. 200 000 personnes avaient signé une pétition en signe de protestation. Pour autant, rien n'est réglé. « Il faudrait repasser de "to cure", "remédier à" une maladie par les médicaments à "to care", soigner, prodiguer des soins », affirme Monique Debauche.

Une urgence d'autant plus grande qu'en termes de santé mentale la définition même de norme reste floue. Il s'agit donc de revenir à une approche non systématiquement médicamenteuse du soin. Et que dire des effets secondaires de ces nouvelles molécules largement répandues ? La dépendance, les prises de poids, les thromboses veineuses, les risques cardiaques, notamment pour les enfants à qui sont prescrits des stimulants à base d'amphétamine... Ces éléments sont presque systématiquement passés sous silence par les laboratoires. Les médecins, non informés de façon indépendante, prescrivent mal. Et là encore, comme l'UFC-Que choisir alertait mardi (voir notre édition du 15 mars), les laboratoires sont en cause, ainsi que leur armada de visiteurs médicaux, mais aussi les pouvoirs publics, trop souvent complices par passivité.

Maud Dugrand